

L'ORSTOM, puis L'IRD

Marc Bied-Charreton, 2013

Les étapes décisives de l'histoire de l'ORSTOM devenu IRD et ma place dans cet institut

1 - 1944 - 1961.

L'ORSTOM, tout d'abord ORSC (Office de la recherche scientifique coloniale), a été créé en 1944 pour mener les études scientifiques nécessaires à la mise en valeur des colonies françaises ; cela ne voulait pas nécessairement dire une recherche pour les colons ou pour la puissance coloniale mais une recherche destinée à établir des bases scientifiques de développement et d'aménagement des territoires. L'accent était mis principalement sur les questions agricoles et les ressources de la pêche et toutes les disciplines associées : sciences du sol, géophysique et géologie, hydrologie, océanographie, entomologie ; et sur la santé et les sciences humaines. Le statut des personnels était calqué sur celui des ingénieurs et techniciens d'agriculture coloniale, puis d'outre mer ; les chercheurs recrutés étaient plutôt des ingénieurs sortant de grandes écoles que des universitaires avec thèse ou venus faire leur thèse. Quelques grands noms prestigieux n'ont pas tardé à émerger et ont ensuite aidé à faire le passage de la décolonisation au moment des indépendances : le Gouverneur Général Hubert Deschamps, responsable des sciences humaines et militant des indépendances africaines, Georges Aubert, un des pères de la pédologie française, Jean Rodier, créateur de l'hydrologie, Gilles Sautter et Georges Balandier, alors jeunes chercheurs (géographe et sociologue) de l'EPHE (Ecole pratique des hautes études, 6ème section, devenue plus tard l'EHESS, Ecole des hautes études en sciences sociales), Jacques Daget, hydrobiologiste, Max Ovazza et Jean Mouchet, entomologistes, et bien d'autres. L'ORSTOM a créé des centres « outre mer » dans la plupart des colonies françaises, avec du personnel, une administration, du matériel scientifique, des véhicules, des logements de fonction. Des traditions de terrain, de laboratoire, de collections, de publications ont été établies et transmises aux jeunes chercheurs et techniciens.

2 – 1961 – 1968.

La **décolonisation** n' a pas immédiatement introduit de changements profonds, à l'exception du départ de l'ORSTOM des disciplines purement agronomiques qui sont parti créer des institutions spécialisées comme l'IRAT, Institut de recherche d'agronomie tropicale, qui plus tard se regroupera avec d'autres organismes également spécialisés dans le GERDAT (groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agriculture tropicale), qui deviendra le CIRAD (Centre international de recherche agronomique pour le développement) après 1981 : IEMVT pour l'élevage et la médecine vétérinaire, IRCC pour le café et le cacao, IRHO pour les oléagineux, IRCT pour le coton, IFAC pour les fruits et agrumes, CTFT pour les forêts tropicales. La recherche a continué comme avant : le DG de l'ORSTOM affecte les personnels sans demander quoi que soit aux jeunes républiques, il décide des programmes et des moyens qui sont fournis par les ministères de tutelle (le jeune Ministère de la coopération, la France d'Outre mer, la recherche) ; beaucoup de travaux sont effectués sur convention avec divers bailleurs de fond dans le but de fournir des résultats rapidement utilisables : carte des sols et de la végétation, modèles d'écoulement des fleuves, écologie des vecteurs de maladies tropicales (moustiques pour le palu, tsé tsé pour la maladie du sommeil, etc.), études de la population (démographie, nutrition, etc.), géographie et sociologie.

Je suis admis à l'ORSTOM en septembre 1961 comme élève de troisième année de l'Agro et je suis envoyé faire une scolarité à l'Ecole supérieure d'agriculture tropicale, l'ESAT, située au « jardin tropical » de Nogent, à l'adresse charmante du 45 bis de l'avenue de la Belle Gabrielle. Les bâtiments dataient d'une exposition coloniale des années trente (celle qui avait vu construire le magnifique musée de la Porte Dorée) ; ils étaient déjà un peu délabrés et cela ne s'est pas trop arrangé bien que la municipalité de Paris ait décidé de faire revivre ce campus où se trouvent maintenant le GRET (groupe de recherche et d'échanges technologiques), un peu de CIRAD et de CNRS. Je touche mon premier salaire d'élève- chercheur, soit 300 F.

Cette scolarité à l'ESAT était passionnante et m'a beaucoup marqué : nous avions des professeurs comme Aubréville, l'auteur du célèbre livre « climat, forêt et désertification en Afrique » dont j'ai acquis le dernier exemplaire disponible en 2005 grâce à internet pour la modique somme de 100€ ; comme Frédéric Fournier, du Muséum, créateur du Bureau interafricain des sols, Gille Sautter, qui nous initiait aux terroirs et aux systèmes de culture et d'élevage. Ces deux derniers furent dans mon

jury de thèse en 1972, avec Paul Pélissier, et j'ai retrouvé plus tard, dans les années 90, Frédéric Fournier dans son petit bureau à la division des sciences écologiques de l'UNESCO. Nous avons aussi Vessereau en statistiques à l'Institut de statistiques de l'Université de Paris, le premier bâtiment du futur campus de Jussieu ; les planificateurs du ministère de la coopération qui nous apprenaient à faire des plans avec des chiffres faux ou approximatifs. J'étais le Président de la promotion dont faisaient partie Jacques Diouf, mon futur DG à la FAO, et Jacques Lefort avec qui j'ai travaillé plus tard quand au CIRAD quand il a lancé la « recherche-développement », ou la « recherche- action » selon les écoles.

1961 fût une date marquante parce que l'ORSTOM se vit confirmée dans ses mandats de recherche de base pour la mise en valeur des jeunes républiques africaines, sous la tutelle principale du nouveau Ministère de la Coopération et celle des ministères successifs responsables de la recherche ou de la DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique, quand il n'y avait pas de ministère).

Un nouveau Directeur Général fut nommé, issu de l'Université, le Professeur **Guy Camus**, biologiste. Celui-ci réorganisa l'Office en le dotant de structures de concertation scientifique jusqu'alors inexistantes, les Comités techniques, reflets des disciplines de base d'alors : océanographie, pédologie, géologie, hydrologie, entomologie, agronomie, géographie, économie, sociologie, ... ; ces Comités furent présidés par des personnalités scientifiques incontestables. Ils devinrent ensuite paritaires, avec des nommés et des élus, et leur rôle était autant de préparation de programmes scientifiques que d'évaluation, de propositions d'affectation et d'avancement des chercheurs et techniciens relevant de ces comités. Cela dit la Direction générale et ses services rapprochés gardaient la haute main sur la politique de la maison, d'une façon autoritaire et seulement contestée par le seul syndicat de l'époque, le SCROM (syndicat de la recherche outre mer), devenu ensuite STREMCFTD (syndicat des travailleurs de la recherche extra métropolitaine). Les exigences gaullistes, voir focardiennes, de cette période se reflétèrent parfois fortement : les chercheurs de terrain ne devaient pas avoir de contacts directs avec les jeunes autorités des pays neufs, ni même avec la multitude des conseillers techniques français, coopérants de l'époque, ni même avec les chefs de mission d'aide et de coopération : l'ORSTOM demeurait un bastion isolé gouverné par sa tête parisienne, relayée localement par des « chefs de centres ».

Après l'ESAT je suis envoyé comme stagiaire au Centre l'IFAN (Institut français d'Afrique noire, qui deviendra Institut fondamental d'Afrique noire) de

Ouagadougou sous la direction de Georges Savonnet, un géographe calme et sympathique qui m'initie aux enquêtes de terrain et aux études de terroirs. Je choisis un terroir mossi, où déjà il y avait presque 50 hab. /km² et un terroir Dagari, près du Ghana, peuplé par d'excellents agriculteurs. Je profite des passages de collègues de disciplines variées pour faire des missions avec eux et j'ai connu ce pays du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Nous allions à la chasse avec nos calibres 12 et des chevrotines dans les vallées des Volta, vides de population à cause de la tsé-tsé, donc pleines de gibier. J'étais copain avec le directeur du cinéma et le responsable cinéma du centre culturel français et nous passions des dimanches entiers à voir des films, quelque fois cinq dans la journée. J'ai retrouvé Edouard Yameogo, ingénieur du génie rural, avec qui j'étais à l'agro et nous passions de longs moments ensemble à refaire les politiques de développement, déjà contestées malgré leur jeune âge. En fait la coopération était vue comme un instrument de poursuite de la domination française (on disait pudiquement l'influence française) mais nous ne le savions pas trop car la plupart d'entre nous croyait réellement travailler au développement de ces pays.

Bien entendu nous fréquentions la petite colonie française essentiellement formée d'assistants techniques et de quelques cadres du privé. Le chef de MAC (mission d'aide et de coopération) était Audibert, qui fût plus tard directeur de cabinet de Jean Pierre Cot : c'était un vrai militant socialiste qui distribuait la presse le dimanche aux marchés en France. Après il s'est retrouvé ambassadeur à Alger et je n'ai jamais manqué d'aller refaire le monde avec lui quand je passais à Alger en mission. L'attaché de coopération le savait, ce qui me valait office de passeport et de visa pour préparer mes programmes tranquillement. Il faut toujours soigner ses relations quand on est jeune car on retrouve les gens plus tard, surtout dans le petit monde international.

En raison d'une négligence de ma part (oubli de demander une prolongation) mon sursis se termine et je dois rentrer au bout d'un an pour faire le service militaire, heureusement limité à 18 mois car la guerre d'Algérie était finie. Je rédige mon rapport de stage à mon retour à Paris et je suis incorporé en mars 64 au Train des équipages à Arpajon, comme 2^{ème} classe. J'avais demandé la coopération mais à l'époque ce n'était pas encore rôdé et on m'a fait signe un an plus tard : j'ai décliné.

En fin de service, à l'été 1965, je reprends contact avec Gilles Sautter pour discuter d'une affectation et à ce moment se préparait un grand programme à *Madagascar* sur les migrations internes. On supposait qu'il y avait des zones de

départ très peuplées et des zones de colonisation pour accueillir les migrants. Comme j'étais agronome cela intéressait ce programme de géographes qu'un chercheur aille mesurer l'efficacité des systèmes agraires dans des zones peuplées. Me voila donc embarqué pour travailler sur les Hautes terres, dans la région d'Antsirabe et de Betafo, tandis que mes compères **Jean Pierre Raison**, Joël Bonnemaïson, Jean Yves Marchal et Gérard Dandoy choisissaient des zones intermédiaires, suivis ensuite par Michel Delenne, Michel Portais, Jacques Bonvallot, Jacqueline Wurtz.

Je me retrouve donc au centre ORSTOM de Tananarive, dans le parc zoologique et botanique de Tsimbazaza, en janvier 1966 avec ma jeune épouse Elisabeth et je commence une carrière qui durera huit années dans ce pays. J'ai d'abord travaillé au niveau local, celui des villages, pour connaître le fonctionnement de la production agricole. Puis je suis passé au niveau régional en étudiant les structures de production agricole de la Plaine de Tananarive grâce à une très grosse enquête statistique commandée par le ministère de l'agriculture et financée par la coopération française. Ensuite, en 69, j'ai étudié la région de la Côte Sud Est (Préfecture de Farafangana) grâce à l'appui d'un projet de développement FAO (qui s'est soldé par un échec) ; cela a été mon terrain de thèse. Après j'ai travaillé sur des périmètres irrigués grâce à un financement de la Banque mondiale pour analyser les conditions de leur remise en état. Enfin toute notre équipe a œuvré au niveau national pour publier la cartographie des potentialités agricoles du pays, la carte des densités de population et la carte des infrastructures, accompagnées de notices et de données statistiques, grâce à un financement du Ministère du développement rural malgache. *Cela nous a permis de développer une véritable méthode de planification du développement rural qui fit école.*

Il y avait beaucoup de disciplines scientifiques présentes et nous fréquentions surtout les pédologues de l'équipe Bourgeat, les botanistes et écologues comme Philippe Morat, futur directeur de la botanique au Muséum, et Antoine Cornet, mon complice plus tard de l'OSS, de l'UNCCD et du CSFD. Bien entendu nous étions très proches des sociologues et des économistes comme Althabe, Lombard, Waast, Shlemmer, Charmes, Fauroux avec qui je jouais au rugby.

Les géographes de l'ORSTOM avaient des relations assez spéciales avec les collègues de l'Université. Ces derniers s'étaient un peu partagé les terrains de thèse sur tout le pays et ils n'aimaient pas trop que nous venions enquêter dans leurs domaines. La collaboration avec eux pour l'atlas de Madagascar, en coédition, fût

assez pénible. En revanche, l'association des géographes était très vigoureuse, sans doute parce qu'ouverte au monde professionnel. J'en ai été le secrétaire général avec le Président Georges Ramanantsoavina, alors Directeur des Forêts, et nous fîmes des excursions inoubliables.

Nous avons fini, les géographes de l'ORSTOM, par créer une véritable école dans les années 70 : après les terroirs et les études régionales nous étions passés au stade national notamment par la parution de la carte des potentialités agricole de Madagascar accompagnée de ses commentaires et de ses cartes annexes (densités de population, infrastructures). Cela nous a donné l'occasion de faire des simulations de production et cet exercice a ensuite été conduit avec succès notamment en Equateur à l'occasion de la réalisation du « Plan maestro » de ce pays.

3 – 1968 – 1981.

Les soubresauts de mai 68 ne changèrent rien au bel arrangement gaullien qui nous régissait malgré des avertissements, la plupart du temps raisonnables, issus d'assemblées générales parisiennes et locales dans les différents centres « outre mer » selon le vocabulaire toujours en place. Parler de négociation avec des partenaires locaux était totalement incongru et revenait à « scier la branche sur laquelle nous étions assis », m'a dit un jour, en juin 68 quand tout était presque terminé, Jean Séverac, l'adjoint de Camus.

Il est vrai que dans la maison les syndicalistes du STREM CFDT que nous étions avaient quelque peu essayé de secouer des troupes dubitatives en produisant des papiers mi sérieux mi provocateurs (comme un texte qui commençait ainsi : « tous les grades sont abolis »). On se retrouvait donc dans les sièges du Président et du DG et je me souviens avoir présidé une AG dans la salle du conseil au même moment que la grande manifestation de soutien au Général organisée sur les Champs Elysées par Debré et consorts le 30 mai. Mon jeune frère Bruno, élève à HEC où il s'emmerdait et qui était venu avec moi, était rentré paniqué dans la salle en disant qu'ils étaient des centaines de milliers de fascistes dans la rue.

L'ORSTOM a donc continué imperturbablement à mener sa politique sans se rendre compte des nouvelles exigences des cadres nationaux et de nouveaux besoins de mise en valeur qui auraient dû se traduire en nouveaux programmes de recherche définis conjointement lors de négociations paritaires.

On en arriva donc à des crises majeures dans les années 70 qui ont conduit l'ORSTOM à se rendre indésirable dans certains pays et à se faire jeter. Ces crises

furent en général complémentaires de changements de régimes ou de dirigeants politiques. Un exemple, en 72 Madagascar renverse son Président fondateur Philibert Tsiranana ; quelques chercheurs (des sciences humaines) eurent des relations étroites avec des nouveaux responsables politiques, notamment du ministère de l'agriculture, qui confia à l'ORSTOM des travaux sur convention, sur ses propres crédits. C'était insupportable pour la DG et l'ambassadeur de France et quelques chercheurs furent priés, en 1974, de faire leurs valises dans les quinze jours sous le prétexte que les autorités malgaches ne voulaient pas d'eux, alors qu'ils travaillaient sous contrat avec elles ! G. Camus inventa alors une nouvelle catégorie de personnel : après les invalides pour raisons de santé, il y eut les « **invalides politiques** », non affectables à l'étranger car échappant à son contrôle. J'étais dans cette charrette et je fus donc prié de faire mes bagages en quinze jours en janvier 1974 pour rentrer en France et y être affecté « pour une durée indéterminée » comme indiqué dans la décision du 17 février 1974 me concernant et que j'ai gardé. C'est à ce moment que je me suis reconverti dans les inventaires et les statistiques des ressources naturelles, la cartographie et la télédétection.

4 - Les fruits d'une formidable expansion de l'ORSTOM dans les années 60 furent ainsi gâchés à la fin des années 70 par excès de rigidité et manque de lucidité de la DG, en dépit de la solide réorganisation scientifique effectuée et de recrutements importants. Les années 60 furent en effet marquées par une politique volontaire de coopération, accompagnée de crédits et de postes et l'ORSTOM passa d'un modeste institut scientifique à une organisation qui se fit une grande réputation dans toutes les disciplines concernées par le développement.

Cette expansion fut le fruit de plusieurs facteurs :

- engouement des jeunes pour la coopération à l'époque des indépendances, grâce au charisme de certains enseignants: Joseph Lebret, François Perroux, René Dumont, Gilles Sautter, Paul Pélissier, Georges Balandier, Frédéric Fournier et bien d'autres et au renom des premiers scientifiques de l'ORSTOM, déjà nommés ;
- parallèlement, volonté de contrôler les jeunes républiques de la part de de Gaulle et de se doter de moyens pour cela : notre institut faisait partie d'un dispositif néo-colonial, souvent à l'insu de ses personnels, ce qui a rendu

parfois très ambiguë son action et a souvent limité son développement alors que nous étions assez richement doté en postes et en crédits ;

- à cette époque la thèse n'était pas nécessaire pour rentrer à l'Office, elle n'était pas non plus le produit principal de la recherche. C'était, au mieux, un sous-produit de la recherche. La politique de publications se limitait à des productions de collections et de périodiques internes et peu diffusés ; le travail sur convention pour des applications rapides était la règle notamment dans certaines disciplines.

Des facteurs limitant sont venus freiner ce dynamisme :

- trop de contrôles d'une DG omniprésente qui pesait plus lourd que les jeunes instances scientifiques et qui n'encourageait pas les publications scientifiques en tentant de les contrôler ;
- début de décroissance des crédits et des postes à la fin des années 70 ;
- difficultés d'introduction des technologies nouvelles et de modernisation des méthodes de recherche. La généralisation de l'utilisation de l'informatique, de la modélisation, des statistiques, de la télédétection fût plus le fait de l'opiniâtreté de certains chercheurs que d'une politique délibérée de la DG.
- Difficultés de gestion et manque de reconnaissance. L'ORSTOM a constamment fait l'objet de rapports d'évaluation commandé par des personnes qui souhaitaient sa disparition.

5 - L'année 1981.

L'élection de F. Mitterrand à la Présidence de la République va marquer un changement profond. L'ORSTOM passa sous la tutelle principale du nouveau Ministère de la recherche, dirigé par J.P. Chevènement alors qu'avant il n'y avait qu'une DGRST (Délégation générale à la recherche scientifique, remarquablement animé il faut bien le dire par Aigrin). Tout le monde se souvient encore des assises de la recherche et du Programme Mobilisateur N°4, « recherche en coopération pour le développement », présidé par Pierre Lavau. Il fût alors nommé Président de l'ORSTOM tandis que le PM 4 fût animé par **Henri Carsalade** et une équipe conjointe ministère de la recherche et ministère de la coopération. Un nouveau souffle fût

donné à la recherche en coopération et de nouvelles structures se mirent en place à l'ORSTOM sous la Direction d' **Alain Ruellan**, nouveau DG, Professeur de sciences du sol à l'ENSAR (Ecole nationale supérieure agronomique de Rennes). L'ORSTOM bénéficia alors des réformes de fonds de la recherche française entreprises entre 1981 et 1984 : loi d'orientation et de programmation, création des EPST (Etablissement public de recherche scientifique et technique), création des nouveaux statuts des personnels de la recherche sur lesquels on vit encore aujourd'hui.

La plus grande difficulté, pour la nouvelle DG et les tutelles principales (Recherche et Coopération), fût de faire adopter ce statut d'EPST à l'ORSTOM qui était alors un EPA (Etablissement public administratif), et le nouveau statut des personnels des EPST à ses agents, qui avaient un statut totalement archaïque. Le Conseil d'Etat et le Ministère des Finances émirent de nombreuses objections, la principale étant que les chercheurs ne publiaient pas assez et n'avaient pas assez de thèses, et qu'ils ne pouvaient donc pas prétendre à disposer du statut du CNRS, de l'INRA et des autres centrales de recherche publique. Ce fût finalement adopté grâce à un arbitrage de Matignon en notre faveur, et l'ORSTOM devint l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, IFRSDC, autorisé à garder son ancien sigle « ORSTOM ». Il est significatif de noter que jamais personne, à l'exception des membres de la direction de l'Institut, n'a utilisé cette appellation imprononçable.

En tant que fonctionnaire mis à disposition par l'ORSTOM au ministère de la coopération et travaillant de façon très suivie avec le ministère de la recherche, le Ministre Nucci me désigna comme le représentant de la tutelle « coopération », partenaire des autres ministères pour négocier le dossier de transformation de l'ORSTOM d'EPA en EPST et celui du changement de statut de ses chercheurs. Ce problème ne l'intéressait pas et mon sous directeur non plus. *J'ai essayé, tout au long de ces tractations, de cacher le fait que j'étais un orstomien et j'ai dignement représenté ma tutelle à la Recherche, aux Finances, en arbitrage chez le premier ministre puis au Conseil d'Etat, pour être un bon avocat de ma maison mère.* Cela a été fait en grande complicité avec l'équipe de direction de l'institut et ses principaux animateurs, dont **Francis Gendreau et Suzanne Collet** ; nous étions les anciens responsables du bureau du syndicat, nous connaissions les textes par cœur et ce fût un beau travail. Dans le même temps se préparait la construction des laboratoires à Montpellier avec les rivalités homériques Frèche, maire de Montpellier, Saumade,

Président du conseil général de l'Hérault et Jacques Blanc, Président de la Région Languedoc Roussillon.

C'est à cette époque que l'on a commencé à parler véritablement de « partenaires » de la recherche en coopération et que l'on a entamé des négociations de conventions de recherche annuelles ou pluriannuelles, notamment avec les pays africains. La nouvelle DG s'est impliqué dans des négociations avec la jeune Organisation de l'Unité africaine, l'OUA, qui venait de lancer une stratégie de recherche. L'ORSTOM avait déjà commencé à s'implanter en Amérique latine sous Camus, et là, dans des conditions très différentes de celles des pays africains puisque les équipes orstomiennes étaient pratiquement intégrées dans des structures nationales ou régionales de recherche et d'enseignement supérieur (Brésil, Equateur, Mexique,...). Un autre redéploiement eut lieu en Asie, notamment en Indonésie sur le programme « transmigrations ». Le vocabulaire se mit à changer et théoriquement on ne devait plus parler de centre mais de missions ORSTOM. Du ministère je suivais tout cela avec intérêt en essayant de temps à autre d'aider l'organisme avec des conventions (veille satellitaire, réseaux de recherche,...), d'aller de temps à autres aux réunions syndicales et de déjeuner rituellement presque tous les mois avec mes vieux complices du Comité de direction, anciens responsables du bureau syndical du STREM, notamment Francis Gendreau, Suzanne Collet, Emile Le Bris.

6 – La première cohabitation en 1986

Elle fût marquée par la nomination d'une nouvelle équipe Président – DG, avec l'arrivée comme Président du Professeur **Doumenge**, farouche ennemi de l'ORSTOM mais qui en devint ensuite un ardent défenseur. Son DG, Mr **Tennesson**, était un ancien commissaire de la marine et il réunissait régulièrement ses quelques agents en poste dans les ministères : affaires étrangères, environnement, coopération, recherche, TOM- DOM, et nous essayions d'avoir des stratégies communes de lobbying pour notre institut. Il fallait aussi suivre ce qui se passait à la commission de Bruxelles dont la Direction générale 12, recherche, commençait à lancer des appels à propositions ; suivre les instituts de recherche agronomiques du groupe CGIAR (groupe consultatif de recherche agronomique) soutenu par la Banque mondiale. Je continuais de loin mes relations avec les collègues de la télédétection en étant

Président d'un comité de pilotage interministériel qui servait à mieux harmoniser nos interventions dans le monde et qui s'appuyait sur un comité d'experts à qui nous demandions d'évaluer « ex ante » des propositions de projets de recherche et d'évaluer « ex post » leurs résultats. Ce fût l'occasion de multiples séminaires et débats fructueux qui cessèrent après le départ du ministre Curien. Je garde des souvenirs très forts de Blasco et Chorowicz qui présidèrent les débats des experts venus d'un peu partout et nommés « à titre personnel ».

Après la présidence de Doumenge qui dura trois ans deux nouvelles équipes furent nommées : **Levallois** (ancien préfet, Président) et **Gérard Winter** (chercheur ORSTOM), DG, puis **Fournier** (ancien préfet, Président) et **Jean Nemo** (ancien Directeur au ministère de la coopération), DG, avec des temps moins remuants et des tentatives de consolidation de l'ORSTOM. En effet, cet organisme a été souvent remis en cause par ses tutelles successives et les « rapports » se sont multipliés. Le poids du ministère chargé de la recherche devient prépondérant par rapport à celui chargé de la coopération. Ce fut l'époque d'une organisation matricielle, des grands programmes et de nouvelles réformes plus ou moins bien vécues. Les « grands centres Outre-Mer » disparaissent progressivement au profit de « missions » et de « représentations », une expansion hors de l'Afrique se confirme : Asie, Amérique latine ; des centres sont créés en France (Orléans, Montpellier, Brest,...).

Les éternelles questions de l'identité de notre institut se posèrent fréquemment : quelle est notre spécificité par rapport aux autres organismes de recherche et à la coopération ; y a-t-il une science spécifiquement « tropicale » ; quels sont les apports de la science au développement ; qu'est-ce que le développement ? Dans quel état est la recherche au Sud et qu'est-ce que le partenariat ? Y a-t-il des relations entre la recherche et la société civile ?

J'ai moins connu ces époques puisque en 1989 j'ai lancé l'OSS qui m'a complètement absorbé et que je suis parti à la FAO, entre 1994 et 1998.

7 – La nomination de Ph. Lazard comme Président en 1997.

Elle apporte un changement assez profond puisqu'il introduit à l'Institut de nouvelles conceptions de l'excellence scientifique et de l'évaluation ; il réorganise profondément l'ORSTOM, devenu **IRD, Institut de recherche pour le développement**, en créant plus d'une centaine d'UR (unité de recherche), UMR

(unité mixte de recherche, avec des partenaires extérieurs) et US (unité de service) et en modifiant les conditions d'animation et de gestion de la recherche. On est passé d'une organisation plutôt centralisée avec des grands programmes à une multitude de petites « chefferies » (les directeurs d'UR, US et UMR). Les questions de partenariat semblent passer en seconde priorité au profit de l'excellence scientifique. En revanche des rapprochements positifs s'effectuent avec des Universités et les autres centrales de recherche.

Je rentre de Rome à cette époque et Lazard me fait comprendre que je n'ai pas vraiment ma place ici et que je devrais aller vers l'Université. Pendant un an je me suis occupé des relations de l'IRD avec la DG XII de la Commission (recherche) et j'ai essayé de coordonner les recherches sur l'environnement. Mais j'avais déjà remarqué de Rome le C3ED (centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement) de l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines. Et nous nous sommes attaqués ensemble à la rédaction d'un projet d'UMR, « économie et gouvernance des ressources naturelles », EGER, qui fût retenu.

Le dernier acte a consisté à me faire détacher comme Professeur à l'UVSQ et chercheur au C3ED, devenu une UMR entre l'UVSQ et l'IRD, en bénéficiant d'une disposition de mobilité des directeurs de recherche vers le corps des professeurs des universités (une des choses intelligentes laissées par Allègre), ce qui s'est produit en 1999.

A l'IRD de nouveaux tandems de dirigeants sont nommés : d'abord **Lazard et J.P. Muller**, DG, chercheur de l'IRD mais plutôt la voix de son maître que réellement animateur scientifique et gestionnaire; puis **Girard**, Président, ancien Directeur de la Santé et **Calabre** (Professeur d'économie), DG, qui ont du gérer la réforme Lazard et ses suites, notamment un rapprochement plus fort avec les Universités sous forme d'UMR (unité mixte de recherche); veiller en permanence à la réputation internationale de l'Institut qui semble parfois avoir un peu perdu son identité et qui n'a pas de discours sur le développement et sur le rôle des scientifiques.

Un nouveau tandem est constitué par **Girard**, reconduit Président et M. **Laurent**, DG, ancien Président d'une université marseillaise. Il a en charge de faire vivre une « **agence internationale de recherche pour le développement** » dont on ne sait encore si ce sera une agence de moyens et/ou une agence d'orientation, dans l'ambiance délétère de la loi LRU et des projets de réformes Péresse qui font qu'aujourd'hui personne ne sait ce que va devenir l'IRD et quel est l'avenir de ses personnels.

En 2010 Girard est atteint par l'âge de la retraite et **M. Laurent est nommé Président Directeur général**, sur le modèle de ce qui se passe à l'INRA.

Le siège de l'IRD s'est déplacé de Paris à Marseille, sous des prétextes de décentralisation. Il semble loin des centres de décision et déconnecté des activités réelles de recherche. Le nouveau PDG réorganise complètement son équipe de direction et je n'y connais presque plus personne.

J'aurais l'occasion de retrouver Levallois, Némou, Turenne lors de l'intronisation de notre ami Philippe Hugon à l'Académie des sciences d'outre mer en décembre 2012 : belle cérémonie, beaux discours, et chaleureuses rencontres d'anciens encore très actifs. Avec Philippe nous échangeons beaucoup, on se relit des textes et on commente entre nos repas- bridges versaillais.

8 – Le Comité des anciens et l'AAIRD.

Avec quelques collègues comme G. Winter, J. Merle, J. Bonvallot, P. Roger, L. Porgès, Ph. Mathieu, F. Jarrige et d'autres nous créons en 2005 le Comité des Anciens de l'IRD qui produit nombre de rapports sur divers sujets : les UMR, la stratégie de recherche, les relations recherche- société civile,... Ces rapports nous étaient demandés par le Président ou nous nous saisissions nous-mêmes. En effet, la fonction de réflexion que nous nous étions donnée était tout à fait compatible avec notre statut de retraité dans la mesure où ne prenions pas la place des actifs et où nous étions détachés de toute contingence. Le comité est devenu en 2007 « l'Association des anciens de l'IRD », **AAIRD, dont je suis le premier Président.** Cela me vaut de fréquenter encore bon nombre de collègues, la DG et les directeurs de départements scientifiques, malgré son départ fin 2008 à Marseille. J'aime beaucoup cette ville mais que diable aller faire là bas alors que les centres de décision n'y sont pas et que pour aller visiter nos partenaires étrangers il faut partir de CDG ?

Après trois ans d'animation de l'AAIRD je cède ma place de Président à Voituriez car je me sens de moins en moins lié à l'institution dont je ne connais plus guère les rouages et les meneurs. Mon dernier contact réel sera la participation à un colloque à Marseille sur « sciences sociales et société civile » en janvier 2013, bonne occasion de voir nos amis Vercueil.

J'aurais ainsi, de près ou de loin, servi cette vénérable organisation de 1961 à 2012, un peu plus de cinquante années.